

ERIC DESBIENS, CONSEILLER PEDAGOGIQUE

Qu'est ce qui explique votre présence à Dakar ?

« Nous sommes au Sénégal pour mettre sur pied un programme de formation en lancement d'entreprise. C'est un programme basé sur un modèle nord américain. Je vois que le modèle québécois est applicable au Sénégal, c'est pourquoi on veut le transposer.

Dans vos programmes figure un secteur essentiel qu'est l'économie social et solidaire, comment vous expliquez ce concept ?

« Dans l'économie sociale, ce sont des personnes qui se regroupent pour mettre en commun leurs ressources, leurs compétences. Autant d'éléments qui peuvent leur favoriser d'accéder aux financements ».

Pouvez-vous nous citer quelques secteurs et les profils d'emplois qu'on peut retrouver dans l'économie solidaire et sociale ?

L'économie sociale regroupe une palette d'opportunités d'emplois dans des secteurs d'activités tels que la foresterie, l'agriculture, l'aquaculture, les entreprises touristiques. Il y a des emplois qui se dégagent de l'économie sociale, comme dans l'administration, la production. Des modèles de profils d'emplois existent au Québec. Par exemple, dans la foresterie, les gens deviennent membres d'une coopérative. Ils participent à tous les travaux qui gravitent autour de l'économie sociale. En devenant membres, ils ont des privilèges d'accéder aux financements.

Avec ce master que vous comptez lancer, est-ce qu'il y a des garanties à donner à vos futurs étudiants au sortir des deux ans de formation ?

Le premier critère dans cette formation, c'est d'avoir un projet d'entreprise. Dans une cohorte de futurs entrepreneurs, on aura des gens qui vont travailler sur des projets. On va leur expliquer les notions d'entrepreneuriat, de marketing, de la publicité, du plan financier. A la fin, on veut que le participant puisse faire un bon plan d'affaire avec un bon montage financier. Il y aura un aspect coaching très important.

Est ce qu'il y a une possibilité pour les sénégalais qui vont faire cette formation de voyager au Canada dans un cadre d'échanges de bonnes pratiques ?

Oui, bien sûr ; et de la même manière, des gens du Québec sont prêts à venir au Sénégal. C'est une perspective que nous envisageons dans le futur. Tout dépend des projets. On peut faire des stages de part et d'autre. Dans ce cas, il faut créer le lien.

FELIX ZOGNING NGUIMEYA, Professeur au département des sciences comptables Université du Québec en Outaouais

Parlez nous un peu de votre expérience en matière de formation en lancement d'entreprise ?

La formation en lancement d'entreprise, celle qui est tentée ici (Sénégal), est une formation professionnelle québécoise orientée vers des candidats qui ont le goût de l'entrepreneuriat, pour les aider à la création et au

fonctionnement de l'entreprise. Cette formation est davantage axée sur des apprentissages par problème. C'est destiné aux gens qui ont des idées de projet. Il est question de les aider de passer de l'idée au projet d'entreprise, et du projet à l'entreprise. Pour la formation, on a besoin des gens qui ont juste une idée de projet de création d'entreprise. Nous allons les assister à structurer cette idée, à la mettre en place, la tester et à la faire fonctionner. Nous allons aussi les aider à rédiger un plan d'affaire, de marketing, des opérations, des financement pour qu'ils soient prêts à démarrer leur entreprise. C'est une formation dans laquelle chaque étudiant suit son projet, encadré par un mentor, un coach, avec des enseignements présentiels, et bien un travail individuel sur le terrain.

Peut-on parler de modèle américain de lancement d'entreprise ?

Effectivement, c'est ce modèle nord américain qui a déjà fait ses preuves que nous voulons transposer. La raison pour laquelle nous voulons lancer ce programme est liée à l'état de l'entrepreneuriat au Sénégal : il y a plus trois entreprises sur cinq qui ne franchissent pas le cap de leur troisième anniversaire. Ce qui est un désastre quand on sait que plus de 90% du tissu industriel s'appuie sur les Pme qui produisent 50% de la richesse (30% du PIB). On se rend compte que 65% d'entre elles n'atteignent pas la troisième année. L'idée est donc d'outiller ces entrepreneurs qu'ils démarrent non seulement leur entreprise et mais aussi pour qu'ils la rendent pérenne au-delà de plusieurs années.

Quels sont les éléments caractéristiques et spécifiques de ce modèle ?

La différence va dans le côté pratique de la formation. Il ne s'agit pas de faire une formation pour d'obtenir uniquement un diplôme. On veut que chacun ait un réel projet de démarrage d'entreprise, car c'est sur ce projet qu'il va travailler tout au long de la formation. Les méthodes pédagogiques et d'évaluation sont différentes. Ce ne sont pas des cours magistraux, ni des examens en classe. Mais il sera question pour le candidat d'avoir des notions pour aller sur le terrain, collecter des données, les ramener, travailler sur ses données, avoir un suivi conseil individualisé, des rencontres avec un coach et éventuellement la connexion avec un mentor.

Quelle est l'utilité de ce programme ?

Il s'agit d'aider les promoteurs à avoir des entreprises qui sont plus viables et durables. L'idée est également d'amener dans le formel un bon nombre de gens qui exercent dans le secteur informel et qui ne savent pas comment se formaliser. Une telle formation devrait donc aider à canaliser beaucoup d'entreprises qui sont dans l'informel, tout comme celles qui sont dans le formel, et les aider à afficher une plus grande productivité.

Je vous présente une image : vous savez qu'un chat sauvage, laissé en pâture dans la nature, survit tout au plus pendant deux ans. Pourtant un chat domestique, choyé, soigné, nourrit et suivi, peut vivre jusqu'à 18 ans. C'est exactement ce que nous voulons faire pour les entrepreneurs : les former, les outiller de manière à améliorer significativement le taux de survie des entreprises.

Est ce qu'il existe une différence significativ

Des études réalisées ont montré, en occident, en Afrique et Asie, que le plus gros problème de la plupart des PME au-delà du financement, c'est des éléments de gestion de la trésorerie, de la planification,

Les types de compétences que vous envisagez de développer ?

Les compétences sont de sept ordres. Le premier consiste à aider le promoteur à circonscrire son idée d'affaire. Après, on entre dans la phase plan d'affaire proprement dite où il est question de regarder la structure juridique, les phases techniques du plan d'affaires, l'analyse de marché, la taille de ce marché, le taux de pénétration, la capacité de croissance. Et de là, vont découler les principaux plans – marketing, communication, distribution, prix, vente du produit– les ressources humaines, le chiffrage du projet d'entreprise. C'est une formation à la fois théorique et pratique. Chacun va appliquer ce qu'il a appris son propre projet. L'idée de cette formation est qu'on entre avec un projet et qu'on ressort avec un plan qui soit ficelé, prêt à démarrer.

Quelles sont les garanties qu'un programme conçu pour le Canada marche en Afrique ?

Nous avons décidé de tropicaliser ce programme qui, sur le fond, porte techniquement sur des aspects universels – plan marketing, plan financier, des opérations. Pour le cas du Sénégal, on a délocalisé au sens que l'accès aux différentes bases de données est fait avec des réalités locales. On a tenu compte toutefois des différences structurelles ou institutionnelles entre les deux pays. La formation se fera sur la base d'un référentiel local. Par exemple, la partie du plan financier, de la comptabilité sera faite selon les textes de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires (Ohada). La partie fiscalité va se faire avec le code des impôts et la loi des finances du Sénégal. Certes on va avoir une trame de fond qui est une formation en

entrepreneuriat en création d'entreprise selon un modèle nord américain, mais avec des données purement locales.

Pourquoi le choix de l'IUED pour abriter ce programme ?

C'est un institut qui intègre dans ses formations l'aspect développement. Il est dans ce cas important de voir l'impact de ces PME sur le développement. Une école orientée vers l'entreprise comme l'IUED est quelque chose qui nous manque. Il a fait la liaison entre l'entreprise et le développement. C'est cette synergie que nous cherchions.

Les autres formes de coopération envisagées avec le Sénégal ?

Le lancement d'entreprise est le premier programme avec l'IUED. L'idée c'est de cibler des secteurs d'activité très porteurs, de voir dans quelle mesure apporter de soutien des compétences de l'Amérique du Nord. Faire bénéficier le savoir faire au Sénégal. Cette formation est juste une porte d'entrée pour régler en partie le problème des PME.

ERIC DESBIENS, CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

« L'économie sociale facilite l'accès aux financements »

Conseiller pédagogique à la Commission Scolaire de l'Estuaire et Entrepreneuriat Québec, Eric Desbiens est au Sénégal dans le cadre du lancement d'une

formation en création d'entreprise en partenariat avec l'Institut universitaire de l'entreprise et du développement (Iued) dont le Président du Conseil d'Administration est le professeur d'économie Ahmadou Aly Mbaye. Il s'agit en effet d'une formation qui mettra également l'accent sur l'économie sociale et solidaire avec des bonnes pratiques de l'expérience du Québec en ce domaine. Dans l'économie sociale, explique M. Desbiens, ce sont des personnes qui se regroupent pour mettre en commun leurs ressources, leurs compétences. Autant d'éléments qui peuvent leur favoriser d'accéder aux financements. Selon lui, l'économie sociale regorge d'une palette d'opportunités d'emplois dans des secteurs d'activités tels que la foresterie, l'agriculture, l'aquaculture, les entreprises touristiques. L'économie sociale va constituer l'un des points essentiels de cette formation avec l'institution d'un module sur le lancement d'entreprises que l'Iued va abriter. « Le premier critère dans cette formation, c'est d'avoir un projet d'entreprise. Dans une cohorte de futurs entrepreneurs, on voit des gens travailler sur des projets. Ils seront formés sur sept compétences différentes », explique M. Desbiens. Entre autres disciplines qui seront enseignées aux étudiants, l'entrepreneuriat, le marketing, la publicité, le plan financier. « A la fin, on

veut que le participant puisse faire un bon plan d'affaire avec un bon montage financier », rassure-t-il.

CHEIKH GUEYE, CHARGE DE PROSPECTIVE ET STRATEGIE A ENDA

« L'économie sociale et solidaire est porteuse d'une approche de développement de l'intérieur des sociétés dominées»

En prélude au lancement de la plateforme internationale pour la recherche, le renforcement des capacités, la formation et la promotion de solutions innovantes en Economie Sociale et Solidaire, prévue ce jeudi, Cheikh Guèye, chargé de prospective et stratégie au secrétariat exécutif d'Enda revient dans cet entretien sur les enjeux liés à la promotion de l'Ess, les secteurs d'activité, les profils d'emplois que regorge l'économie sociale et solidaire.

Avec d'autres partenaires, vous comptez mettre sur pied une plateforme sur l'économie sociale et solidaire, d'abord quelle explication vous donnez à ce concept ?

Plusieurs concepts économiques et sociaux ont émergé ces dernières années pour contribuer à donner de nouvelles perspectives aux bâtisseurs d'alternatives et aux mouvements sociaux : « l'économie circulaire », par exemple dont l'objectif ultime est de parvenir à découpler la croissance économique de l'épuisement des ressources naturelles par la création de produits, services, modèles d'affaire et politiques publiques innovants ; « l'Économie Positive », un concept nouveau proposé par l'association Asbl Poseco (basé en Belgique) pour créer un lien entre les différentes initiatives sociétales telles que le développement durable, l'économie sociale, le commerce équitable, le

financement éthique, la gouvernance d'entreprise, les technologies "propres", l'éco-tourisme, l'entrepreneuriat sociétal, etc. ; « L'économie collaborative est une activité humaine qui vise à produire de la valeur en commun et qui repose sur de nouvelles formes d'organisation du travail.

L'Economie sociale et solidaire (Ess) en fait partie et en constitue un peu le cadre fédérateur et militant le plus important. Elle regroupe les organisations privées ou publiques (entreprises, coopératives, associations, mutuelles, fonds de dotation, ou fondations) qui cherchent à concilier activité économique et utilité sociale. Les organisations de l'économie sociale adhèrent à des principes fondateurs, parmi lesquels la recherche d'une utilité collective, la non-lucrativité ou lucrativité limitée (bénéfices réinvestis au service du projet collectif), le souci d'éthique et de valeurs, la gouvernance démocratique. L'Ess rassemble donc des organisations très diverses et la définition de son périmètre exact fait encore parfois l'objet de débats dans les pays du nord comme dans les pays du sud selon les contextes de définition.

Pouvez-vous nous citer quelques secteurs qui composent l'économie solidaire et sociale ?

Le concept d'économie sociale et solidaire fédère un champ large dans lequel les entrepreneurs sociaux, préoccupés à survivre et s'insérer professionnellement et socialement, trouvent la jonction de leurs pratiques innovantes. Ce vocable couvre donc à la fois les acteurs de l'économie populaire et plus largement ceux du secteur informel qui produisent jusqu'à 60% et plus de 90% des créations d'emplois ou d'occupation, les acteurs de la société civile en particulier ceux impliqués dans l'entrepreneuriat à la base, l'agriculture familiale, les tontines, les mutuelles, tous les divers secteurs de l'artisanat, les segments des mouvements sociaux

développant des initiatives socio-économiques, une frange de l'économie domestique, etc.

Est-ce qu'il y a des profils d'emploi qu'on peut retrouver dans l'économie solidaire et sociale ?

Il y a de nombreux profils d'emplois dans le cadre des ONG qui sont à la fois des acteurs de l'économie solidaire tout en venant en appui à des catégories qui appartiennent à ce secteur. Il s'agit à la fois de former des militants et des professionnels de cette forme d'économie : coordinateur, gestionnaire et animateurs de projets et programmes, négociateurs, chargés de suivi évaluation, capitalisation, communication, chargé de recherche et de méthodologie, comptabilité, chargé de l'administration et des finances.

Vous lancez cette plateforme avec d'autres acteurs. Qui sont-ils?

Enda Tiers Monde est une organisation qui a accumulé depuis plus de 40 ans des expériences et expérimentations dans le domaine du soutien à l'économie populaire, sociale et solidaire, à sa reconnaissance conceptuelle et politique, à la reconnaissance des acteurs qui l'animent et à leur apport, etc. Nous nous appuyons sur ces expériences dans le cadre d'Enda Ecole qui constitue un des domaines de notre Plateforme stratégique commune du réseau. Nous nous allions à l'Institut universitaire de l'entreprise et du développement présidé par le professeur d'économie Ahmadou Aly Mbaye, à la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire, ainsi que les Ong comme Congad. Il y a aussi d'autres partenaires tels que les Réseaux d'acteurs de l'économie sociale, le Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales (Lartes), etc. pour atteindre et former le personnel destiné à ces structures mais également former à l'entreprenariat alternatif. Tout ceci répond à un vrai besoin global et à la demande de beaucoup de particuliers, notamment dans ce contexte de l'inadéquation chronique entre la formation et l'emploi.

Mais qu'est-ce qui a motivé ce choix autour du concept d'économie sociale solidaire ?

Parce que l'économie sociale est porteuse d'une approche de développement de l'intérieur des sociétés dominées. Elle contribue au développement durable, fait la promotion du tissu associatif et permet une plus grande égalité des chances grâce à des systèmes éducatifs alternatifs. Elle est un facteur de stabilité sociale, de diversification de la structure économique (les économies les plus ouvertes au marché sont les plus exposées aux crises), de redistribution des revenus. Les logiques communautaires et l'interconnaissance qu'elles génèrent, restent donc les moteurs de la relation de confiance. La dépendance de l'un à l'autre dans une transaction commerciale est un avantage dans l'économie sociale et solidaire et l'intérêt commun se joue dans les modalités d'activation des liens sociaux qui se tissent et se reconfigurent à foison, reflet de l'ingéniosité des acteurs et de la densité des réseaux sociaux au cœur desquels s'ancrent les liens économiques.

A votre avis, comment nos pays peuvent-ils profiter des retombées de l'économie sociale et solidaire ?

En Europe et en Amérique du nord, évoluer dans le secteur de l'économie sociale et solidaire signifie être marginal par rapport à un système économique et social très formaliste qui a le monopole de la norme. Ce qui est en jeu, c'est la recherche des voies pour préserver quelques initiatives productrices de sens périphérique et alternatif. La production normative, ne peut relever de « poches » assimilées à des espaces de résistance au système dominant, même quand elles sont fortement mises en valeur. Mais si le concept d'économie sociale et solidaire fait son chemin dans le contexte européen et américain depuis quelques années, il n'est pas encore entré dans les usages en Afrique et dans beaucoup de pays du sud. Il est étranger dans le discours des acteurs de développement. Néanmoins, les pratiques d'économie sociale solidaire occupent une grande partie des actifs

des villes et des campagnes. Elles sont désignées sous d'autres acceptions comme « l'économie populaire », « l'économie réelle », « l'économie informelle », etc.

Avec le master sur l'économie sociale et solidaire que vous comptez lancer avec l'Iued, est-ce qu'il y a des garanties à donner à vos futurs étudiants au sortir des deux ans de formation ?

Oui, la garantie que la formation subie est adéquate et les prépare à avoir un avantage comparatif par rapport au marché de l'emploi dans ce domaine de l'économie sociale et solidaire.
